

## Article 2 : Face à la Russie, le Partenariat oriental avec les ex-pays du bloc de l'Est marque le pas

©-Pierre-yves DENIZOT / 2015 - <http://pierreyvesdenizot.free.fr/>

LE MONDE | 20.05.2015 à 11h25 • Mis à jour le 22.05.2015 à 14h05 | Par Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen) et Yves-Michel Riols

Ne pas heurter la Russie : tel est le mot d'ordre implicite du sommet du Partenariat oriental qui doit se dérouler, jeudi 21 et vendredi 22 mai, à Riga, en Lettonie, entre l'Union européenne (UE) et les dirigeants de six anciens pays du bloc soviétique. La rencontre sera minimaliste : un dîner, jeudi soir, et une seule matinée de discussion, vendredi.

Le symbole primera sur le contenu. Au moins 25 chefs d'Etat et de gouvernement européens ont toutefois annoncé leur présence, dont François Hollande. Du côté oriental, six représentants des pays avec lesquels l'Union voulait, en 2009, conclure un vaste accord d'association seront présents (Arménie, Azerbaïdjan,



Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine), mais leur état d'esprit s'est fortement modifié depuis six ans.

Ce partenariat, qui visait initialement à étendre vers l'est du continent européen la politique de voisinage de l'UE, amorcée vers le sud en 2008 par le lancement de l'Union pour la Méditerranée, s'est fracassé lors du dernier sommet du Partenariat oriental, en novembre 2013, à Vilnius. Face aux multiples pressions de la Russie de Vladimir Poutine, l'Ukraine, le joyau de la couronne, à l'époque dirigée par Viktor Ianoukovitch, avait fini par céder aux menaces du Kremlin.

### Travail de sape de Moscou

Un revirement qui a servi de détonateur à la « révolution de Maïdan » et à l'agression russe qui a suivi : annexion de la Crimée, en mars 2014, et occupation, de facto, d'une partie de l'est de l'Ukraine par des milices séparatistes prorusses.

Les Européens avaient sous-estimé le travail de sape mené par la Russie vis-à-vis des pays candidats à des accords d'association avec l'Union, ainsi que la détermination de Moscou à ne pas laisser l'Ukraine échapper à son orbite. Des cinq autres pays initialement associés à ce processus, il ne reste aujourd'hui que deux rescapés : la Géorgie et la Moldavie, deux « petits » – d'autant plus petits qu'ils sont amputés d'une partie de leur territoire par la Russie : l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie pour la première, la Transnistrie pour la seconde. Malgré les pressions de Moscou, la Géorgie et la Moldavie ont paraphé un accord d'association avec l'UE à Vilnius, en 2013. Ce maigre lot de consolation a permis à l'Europe de sauver la face. Après le changement de régime à Kiev, l'Ukraine est finalement devenue le troisième signataire d'un accord d'association, en juin 2014.

Après deux ans de tensions croissantes avec la Russie et l'adoption d'un train de sanctions inédit contre Moscou, les Européens, du moins les grands pays, cherchent désormais à calmer le jeu avec le président Poutine. La réunion de Riga ne sera pas « un sommet de combat contre la Russie », dit-on à Paris. Une critique à peine voilée des pays scandinaves, de la Pologne et des Etats baltes, pays moteurs du Partenariat oriental et à l'avant-garde de la contestation face à Poutine. « La politique de voisinage de l'UE ne doit pas être conçue en opposition à Moscou », insiste-t-on dans l'entourage du président Hollande.

L'ampleur des difficultés à surmonter en Ukraine a brisé l'élan de ceux qui rêvaient d'exporter le modèle et les normes de l'UE, de stabiliser l'Europe orientale et, dans la foulée, de définir de nouvelles relations avec la Russie de Vladimir Poutine. Le tout en négligeant la volonté de domination, voire de conquête, qui habite toujours les dirigeants du Kremlin.

## « Différenciation et flexibilité »

Aujourd'hui, les ambitions ont été revues à la baisse. Il s'agit dorénavant de mettre en place un « *processus élastique, qui va plus ou moins loin, selon les pays concernés* », relève une source diplomatique française. D'autant que deux des partenaires, l'Arménie et la Biélorussie, ont plié face à la Russie et rejoint l'Union économique eurasienne, le projet concurrent dirigé par Moscou. Faute de mieux, Bruxelles affirme maintenir le dialogue avec ces pays, et le Partenariat oriental est devenu, dans l'imaginatif jargon diplomatique bruxellois, une politique de « *différenciation et de flexibilité* »

Une manière de masquer les erreurs du passé, dues notamment à l'idée que l'exportation d'un modèle économique et d'un système de valeurs gommerait les différences et serait comprise par les populations concernées comme un choix de civilisation. Avec, à la clef, la perspective d'une adhésion à l'UE. Or, celle-ci ne fut jamais à l'ordre du jour, quelles que furent les promesses formulées par certains dirigeants scandinaves, polonais ou l'ex-commissaire à l'élargissement Stefan Füle. Aujourd'hui, « *ce n'est ni oui ni non, ce n'est simplement pas à l'agenda* », ajoute un diplomate bruxellois. A Paris, on est plus direct. L'intégration, même lointaine, à l'UE est « *hors de question* ».

Le principe de « *différenciation* » permet aussi d'acter qu'en réalité, les six pays concernés avaient, dès le départ, très peu de choses en commun, et leurs dirigeants un désir très variable de se rapprocher de l'Europe. C'est un virage à 180° par rapport au discours tenu en 2013 à Vilnius, lorsque l'Ukraine avait été sommée de choisir entre l'UE et l'Union eurasienne. Désormais, Paris envisage que des pays, notamment l'Arménie, puissent conclure un accord d'association avec l'Europe, sans pour autant adopter le volet de libre-échange économique, et être également membre de la zone eurasienne dominée par la Russie. Une option qui n'a toutefois pas encore été officiellement avalisée par les Vingt-Huit. « *Il y a aujourd'hui un plus grand réalisme sur ce que l'on peut obtenir* », concède pudiquement une source française.

### UN VIRAGE À 180° PAR RAPPORT AU DISCOURS TENU EN 2013, LORSQUE L'UKRAINE AVAIT ÉTÉ SOMMÉE DE CHOISIR ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET L'UNION EURASIENNE

Le lourd bilan des échecs étant tiré, quels résultats pourra produire le sommet de Riga ? « *Il montrera que nos politiques fonctionnent, malgré des circonstances difficiles* », affirme un haut responsable du Conseil. Il évoque une libéralisation des visas qui a permis aux Moldaves de voyager librement dans l'Union, une forte augmentation des échanges commerciaux avec la Moldavie et la Géorgie, des interconnexions dans le domaine énergétique, des prêts à l'Ukraine pour accroître ses investissements, etc.

A défaut de grandes avancées, les Ukrainiens et les Géorgiens espéraient au moins un signal concret du sommet de Riga : un régime de visas plus souple pour permettre à leurs ressortissants de se déplacer plus facilement dans l'espace européen. « *Nous avons besoin d'une lumière au bout du tunnel* », plaidait récemment, en France, le premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk. Il n'a pas été entendu. Une telle mesure, dit-on à Paris, est « *prématurée* ». La Russie ne s'en plaindra sûrement pas.